

# REPÈRES

## CONTROVERSE

### Ni Todd, ni Revel. Pour un regard lucide sur les États-Unis

*Nous sommes ici dans un domaine idéologique, mental, qui ne permet pas à proprement parler une vérification, au sens scientifique.*

Emmanuel Todd

Il n'a jamais été plus nécessaire qu'aujourd'hui de disposer d'études sérieuses sur l'Amérique, qui s'attachent à des réalités et non à des fantasmes, car l'interaction entre l'Amérique et le monde détermine de plus en plus notre avenir commun.

Or l'Amérique a changé, parfois dans un sens préoccupant, dès avant le 11 septembre 2001, mais les vraies problématiques ne sont pas celles identifiées par Emmanuel Todd dans *Après l'empire*<sup>1</sup>, qui se complait dans un antiaméricanisme obscurantiste. Mais on ne trouvera pas véritablement de salut intellectuel du côté des inconditionnels de l'Amérique comme Jean-François Revel<sup>2</sup> : les États-Unis sont toujours beaux et grands, ils ont toujours raison, et le systématisme anti-américain de Todd trouve son pendant dans le parti pris proaméricain de Revel, trop échauffé par sa passion de la polémique pour offrir autre chose

1. Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002.

2. Jean-François Revel, *L'Obsession antiaméricaine. Son fonctionnement, ses causes, ses inconsciences*, Paris, Plon, 2002.

qu'un hymne de louange, qui ne sert pas la cause de notre compréhension de l'Amérique et de son rapport au monde.

### *Une analyse intemporelle*

La thèse d'Emmanuel Todd se développe en trois temps : le monde va vers la paix perpétuelle et la démocratie, ce que tendent à démontrer l'ouvrage de Francis Fukuyama et le paradigme de la paix démocratique – qui postule que les démocraties ne se font pas la guerre. La spécialisation de l'Amérique était la défense de la démocratie, elle devient donc inutile dans ce nouveau contexte, ce qui crée une angoisse qui « hante les élites américaines » (p. 22) ; mais en même temps, l'Amérique est devenue dépendante du monde, ce que démontre son déficit commercial (*sic*), il lui faut donc « augmenter massivement sa capacité de prélèvement sur l'économie mondiale » (p. 25) et devenir prédatrice, ce qu'elle fait en entretenant l'insécurité internationale afin de justifier sa présence militaire dont le véritable objectif est ce prélèvement impérial. Bref, « jusque-là facteur de paix, l'Amérique devient fauteur de trouble » (p. 195).

Si l'on met de côté l'aspect économique – erroné de bout en bout, comme nous le verrons plus loin –, le plus troublant dans cette analyse est qu'elle a été développée au moment de la guerre en Afghanistan, et non de la guerre en Irak qui donne davantage de prise à des analyses de ce type. La guerre en Afghanistan, rappelons-le,

## Repères

était soutenue par presque tous les gouvernements de la planète et par une large majorité de toutes les opinions publiques européennes, car elle correspondait à une réalité reconnue par tous, la phagocytation d'un État par une organisation terroriste qui s'en servait comme base logistique. En un mot, les États-Unis ont agi là pour le bien commun, comme l'a dit par exemple Jean-Marie Colombani<sup>3</sup>, et les Européens, Français en tête, souhaitaient envoyer des forces militaires pour contribuer à cet effort – et ont fini par le faire. Dans ces conditions, la « prédation », le « militarisme théâtral » et l'angoisse de l'inutilité paraissent des grilles de lecture pour le moins bizarres.

C'est pourtant au moment de l'Afghanistan qu'Emmanuel Todd a conçu ses théories. Deux interprétations de cette conjonction sont alors possibles : certains pourront dire qu'il a été prescient, et qu'il a annoncé des tendances qui allaient s'affirmer en Irak. On peut faire une tout autre lecture : Emmanuel Todd aurait pu écrire, à peu de choses près, le même livre en 1992, en 1982 ou en 1972, et il pourra l'écrire pendant de nombreuses années encore. La raison en est simple : aucun des éléments qui fondent son analyse n'est propre à 2002, et avec le flou et les clichés que s'autorise l'auteur, on aurait pu faire les mêmes démonstrations à ces dates-là, parce qu'elles sont de nature idéologique et non scientifique – cela est vrai pour le domaine militaire comme pour le domaine géopolitique et économique.

Le déficit commercial était déjà une préoccupation pour Nixon, qui a pris des mesures unilatérales démontrant la « dépendance de l'Amérique » et sa

« prédation » ; les opérations à La Grenade ou à Panama étaient l'archétype du « militarisme théâtral » ; les « coups tordus » de la guerre froide en Iran, au Guatemala ou au Chili évoquent bien mieux une Amérique prédatrice que les interventions en Somalie, en Bosnie ou en Afghanistan (effectuées dans un cadre multilatéral) ; le « déclin » des États-Unis est une vieille lune que les Américains se servent eux-mêmes assez régulièrement, comme nous le verrons plus loin, et les situations de 1968 (émeutes urbaines, assassinats politiques, contestation, etc.), 1974 (Watergate, crise économique), 1984-1986 (Iran-Contragate), 1991 (récession économique et apogée du débat sur le déclin lancé par l'historien britannique Paul Kennedy) ne sont en rien pires que celle de 2002. Quant à la guerre froide et à l'adversaire soviétique, dont l'auteur avait brillamment prédit les facteurs de déclin dans un livre aussi riche et solide que celui-ci est pauvre et creux<sup>4</sup>, on voit mal pourquoi Todd est si empressé à souligner l'apport positif des États-Unis, alors qu'il suffisait d'attendre que lesdits facteurs fassent leur œuvre – après tout, c'est ce que l'auteur préconise pour le terrorisme et le blocage politique dans certaines parties du monde musulman.

### *Une puissance militaire très surfaite*

Observons ce que l'auteur écrit sur les questions militaires, géopolitiques puis économiques à l'appui de sa thèse.

Commençons par le domaine militaire, et plus particulièrement par l'histoire militaire. Emmanuel Todd sert au lecteur les clichés antiaméricains habi-

3. Voir Jean-Marie Colombani, *Tous Américains ? Le monde après le 11 septembre 2001*, Paris, Fayard, 2002.

4. E. Todd, *la Chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Robert Laffont, 1976.

## Controverse

tuels : c'est le communisme russe qui a abattu l'Allemagne nazie, et « contribué le plus à la liberté de l'Europe » (p. 98), pas les Américains, qui ont joué un rôle secondaire. Pas un mot des fournitures massives de matériel militaire américain aux Russes, pas un mot du rôle des Britanniques, pas un mot du théâtre nord-africain et de la Méditerranée. Et le débarquement de Normandie ? Il est intervenu bien tard (p. 98). D'ailleurs, l'incapacité et la poltronnerie des soldats américains se sont illustrées une nouvelle fois, car ce sont les Polonais qui ont bouclé la poche de Falaise, pas les Américains !

Chaque fois que c'était possible, les opérations exigeant un certain esprit de sacrifice ont été confiées à des contingents alliés (p. 98).

Plus généralement, sous la plume d'Emmanuel Todd, les armées américaines sont soit faibles et incapables, soit – quand elles l'emportent – engagées dans des « guerres indiennes » :

La guerre du Pacifique a pris assez vite des allures de « guerre indienne », l'inégalité des puissances technologiques entraînant une extraordinaire inégalité des pertes (p. 99).

Veut-on la preuve définitive de la nullité militaire des Américains ? Elle est intériorisée :

L'establishment militaire américain connaît l'incapacité au sol de ses propres troupes (p. 166).

Ce cliché aide à comprendre, selon l'auteur, la proximité des États-Unis avec Israël :

L'utilité militaire de Tsahal serait presque un argument plus sérieux [pour l'alliance avec Israël]. La faiblesse de l'armée de terre américaine, si lente, et de plus incapable d'accepter des pertes, implique de plus en plus l'utilisation systématique de contingents alliés, ou même mercenaires, pour les opérations au sol. [...] Pouvoir compter sur une force militaire capable d'éliminer n'importe quelle armée arabe en quelques

jours ou semaines serait plus important que l'affection ou la considération du monde musulman (p. 135).

Comme chacun sait, la guerre contre l'Irak – certes fortement inégalitaire – a montré que l'armée de terre américaine était lente et qu'elle avait besoin de Tsahal pour agir.

On l'aura compris : Emmanuel Todd ne connaît pas grand-chose aux questions stratégiques. Voilà une perle parmi d'autres :

La puissance aérienne qui, en théorie, pourrait suffire à exercer un pouvoir absolu, par la menace de bombardements [*sic*], dépend encore et toujours du bon vouloir de l'unique puissance qui soit capable de neutraliser, partiellement ou totalement, l'aviation américaine par sa technologie de lutte anti-aérienne : la Russie (p. 146).

Cette fixation sur la Russie, qu'on retrouvera plus loin, se traduit par une étrange insistance sur le fait que l'Amérique n'ose pas s'attaquer à la Russie. Outre que sa seule raison pour le faire serait de valider les théories d'Emmanuel Todd (d'où son étonnement qu'elle ne le fasse pas), on comprend mal les raisons de cette insistance : l'auteur évoque

les domaines où il aurait vraiment fallu agir... rebâtir une industrie, payer le prix d'une véritable fidélité des alliés en tenant compte de leurs intérêts, oser affronter avec force le véritable adversaire stratégique russe plutôt que de se contenter de l'asticoter (p. 167).

Plus loin, il renchérit :

La Russie est l'obstacle fondamental à l'hégémonie américaine, mais elle est trop forte pour être abattue (p. 213).

C'est même une relation de dépendance militaire qui s'instaure entre les États-Unis et la Russie :

Sans la participation active de la Russie, l'offensive américaine en Afghanistan aurait été impossible (p. 11),

car les Russes, comme chacun sait, ont démontré leur savoir-faire dans ce pays.

## Repères

*Une géopolitique imaginaire*

Pour se faire une idée du monde d'Emmanuel Todd, il faut commencer par se livrer, sur le corps complexe de la planète, à trois opérations à la hache.

D'abord une amputation : retirer du monde les désordres et les menaces, qui n'existent que par le discours ou l'action de Washington, sans lequel l'ordre et l'harmonie régneraient spontanément. « La démocratie triomphe partout » (p. 21), mais les États-Unis « entretiennent l'illusion d'une planète instable, dangereuse, qui aurait besoin d'eux pour sa protection » (p. 156). Le terrorisme n'est pas un vrai problème, quelques Saoudiens « malades et géniaux » ayant recruté des « paumés de banlieue » (p. 11) que l'Amérique monte en épingle :

La notion de terrorisme universel n'est utile qu'à l'Amérique si elle a besoin d'un Ancien Monde enflammé par un état de guerre permanent (p. 58).

Car l'Amérique entretient, bien sûr, ses ennemis déclarés qui lui sont nécessaires : les régimes de Cuba, de Corée du Nord et d'Irak « tomberaient sans intervention extérieure » (p. 155), c'est-à-dire sans le soutien objectif de Washington. Complément logique, la présence militaire américaine à l'étranger constitue autant d'occupations :

La Corée du Sud rappelle, en toute occasion, qu'elle ne se sent pas menacée par son voisin archéocommuniste du nord (p. 10).

On se demande pourquoi, dans ces conditions, les Coréens renouvellent régulièrement le bail des Américains et leur paient même une partie de leur stationnement dans la péninsule.

L'idée que les troubles du monde musulman sont liés à des questions démographiques, pour n'être pas nouvelle (elle se trouve, entre autres, dans *le Choc des civilisations* d'Huntington), est solide, et c'est sûrement la moins

mauvaise partie de l'ouvrage. Il est dommage que ce facteur, par l'importance qui lui est donnée, évacue l'analyse politique, qui en est le complément indispensable. Mais le plus inattendu, c'est la prescription qu'en tire Emmanuel Todd :

La violence, la frénésie religieuse ne sont que temporaires (p. 46).

Le monde musulman sortira de sa crise sans intervention extérieure, par un processus d'apaisement automatique (p. 58).

Dormez, braves gens : la transition démographique va tout régler, il serait dommage de perturber cette évolution, qui prendra une cinquantaine d'années tout au plus, pour quelques attentats et quelques massacres bénins – on se demande pourquoi le juge Bruguière et ses collègues font la guerre aux terroristes depuis les années 1980 ; comme l'Amérique, eux aussi sont dans l'agitation et l'illusion : puisque le terrorisme va refluer, il n'y a qu'à attendre.

Deuxième opération à effectuer, une égalisation de tous les régimes qui dans le fond se valent – à part peut-être l'Amérique prédatrice. La Russie est sur le point de devenir un « géant débonnaire » (p. 73), évidence que tout Tchétchène peut confirmer. C'est tellement vrai que

rien n'interdit *a priori* d'imaginer une Russie libérale et démocratique protégeant à son tour la planète contre [l']Amérique [...] (p. 73).

La Chine et l'Iran n'ont qu'une seule préoccupation, « résister aux provocations de l'Amérique », sans qui, tout le monde le sait, ces régimes pourraient se préoccuper exclusivement de leur développement économique et de poésie.

Troisième opération, introduire dans le corps de la planète le vrai facteur de désordre, la cellule cancéreuse, l'Amérique (et sa métastase, Israël). C'est elle qui est la vraie source du mal :

## Controverse

Une seule menace de déséquilibre global pèse aujourd'hui sur la planète : l'Amérique elle-même [...] (p. 221). L'Amérique qui passe son temps à « provoquer tous les acteurs secondaires » (p. 155) : la Chine, en truffant de micros un Boeing destiné à ses dirigeants ; la Russie, en diffusant des émissions en langue tchétchène (p. 10). Comme le caïd de la cour de récréation, elle « *maltraite les petites puissances*<sup>5</sup> » (p. 155) tout à fait honorables, telles la Serbie de Milosevic ou l'Afghanistan des talibans. Pire encore ! Les États-Unis et Israël subvertissent les démocraties occidentales :

Avec les attaques de jeunes Maghrébins défavorisés contre des synagogues durant le premier trimestre de l'année 2002, la France a la première fait l'expérience d'une déstabilisation par la politique américano-israélienne (p. 215) déstabilisation à laquelle l'Allemagne (avec ses Turcs) et l'Angleterre (avec ses Pakistanais) n'échapperont pas.

Alors, à quelle fin ? Emmanuel Todd avance que « le but stratégique fondamental des États-Unis est désormais le contrôle politique des ressources mondiales » (p. 31) ; il s'agit « d'assurer le contrôle de la planète » (p. 225), de « régner sur l'ensemble du monde par la terreur » (p. 10).

### *Le vieux vin antiaméricain*

À ce point, le lecteur, qui a apprécié la distance rhétorique prise par l'auteur dès les premières pages vis-à-vis des « antiaméricains professionnels » (p. 14), se pose alors une question grave. Est-ce que cet ouvrage ne serait pas tout simplement du vieux vin antiaméricain mis dans de nouvelles bouteilles, et qui refuserait de s'admettre comme tel ? En effet, des différentes composantes de l'antiaméricanisme – qui désigne non pas la critique

de la politique américaine, légitime et nécessaire, mais le systématisme partial, le dénigrement présenté comme une analyse objective, et surtout la substitution d'images fantasmatiques et de stéréotypes négatifs à la réalité –, aucune ne manque à cet ouvrage.

Première constante de l'antiaméricanisme : le basculement schizophrène entre une Amérique en déclin, fondamentalement faible et incapable, et une Amérique toute-puissante et donc coupable de ne pas utiliser sa toute-puissance au service du bien (dont la définition change selon les antiaméricains). Emmanuel Todd nous assure que la faiblesse et le déclin sont constitutifs de l'attitude de prédation de l'Amérique, mais il décrit dans le même temps une planète où l'Amérique peut tout si elle le veut, à l'exemple du Proche-Orient : « L'Amérique se refuse à régler la question israélo-palestinienne, alors qu'elle en a le pouvoir absolu », pas moins (p. 11). Cette vieille ficelle rhétorique permet de blâmer l'Amérique pour ce qu'elle fait comme pour ce qu'elle ne fait pas – “*Damned if we do, damned if we don't*”.

Deuxième constante : les stéréotypes négatifs sur une Amérique incapable de s'approvisionner en eau potable ou en électricité (p. 82), où la violence prolifère et où la peine de mort est routinière (p. 203). L'affaire Enron figure en bonne place, comme nous le verrons, mais on ne trouvera rien, évidemment, sur les atouts économiques exceptionnels que l'Amérique possède par rapport à l'Europe : flexibilité, croissance démographique soutenue, importance des crédits de recherches et des investissements productifs, système d'éducation supérieure efficace, etc.

Troisième constante de l'antiaméricanisme : les théories du complot.

5. C'est l'auteur qui souligne.

## Repères

Emmanuel Todd n'est pas aussi grossier dans son écriture que Thierry Meyssan : il va donc suggérer ce qu'il ne souhaite pas assumer, et la prétérition devient un mode d'écriture. On ne dit pas les choses clairement, on les laisse entendre. L'Amérique « recherche ou fait semblant de rechercher les terroristes » (p. 210) – entendez, elle protège secrètement Ben Laden pour justifier sa domination planétaire, mais je n'ai pas dit ça.

On n'est pas prêt de savoir si les États-Unis ont sciemment poussé Saddam Hussein à la faute en lui laissant entendre que l'annexion était acceptable de leur point de vue. La question est secondaire (p. 156).

Entendez : la première guerre du Golfe était un coup monté par Washington, mais je n'ai pas dit ça.

Nous ne pouvons même plus exclure *a priori* l'hypothèse stratégique d'une Amérique agressant des démocraties, récentes ou anciennes (p. 30)

Entendez : les Américains sont devenus complètement fous, mais je n'ai pas dit ça.

Quatrième constante de l'antiaméricanisme : la condescendance et la supériorité – au fond, ces Américains, ils sont un peu ballots, tellement moins intelligents que nous ! Ce sont de grands enfants. Les recommandations stratégiques de Zbigniew Brzezinski, « impérialiste simplet, [...] peuvent faire sourire » (p. 18). Citons un autre exemple : quel que soit l'avis qu'on a sur Donald Rumsfeld, même si l'on estime que sa vision de la politique internationale, de l'histoire et des affaires stratégiques est erronée et dangereuse – opinion nullement fantaisiste –, il n'en reste pas moins le plus décisif secrétaire à la Défense depuis Robert McNamara (et le rapprochement est instructif à plus d'un titre) ; il possède une logique et une intelligence indiscutables. Dès lors, évoquer, comme le

fait Emmanuel Todd, « l'univers enfantine de Donald Rumsfeld » (p. 211), c'est montrer une morgue que seules les certitudes de l'ignorance expliquent.

*Superficialité*

Mais cet antiaméricanisme n'est nulle part plus évident – et préoccupant – que dans les clichés psychologiques et historiques.

Flaubert aurait apprécié *Après l'empire*, qui aurait enrichi son dictionnaire. « L'Amérique, pays des femmes castratrices<sup>6</sup> » (p. 160) : c'est du Todd, pas du Flaubert – et l'auteur tient beaucoup à son cliché :

Un anthropologue se doit de mentionner le statut de la femme américaine, castratrice et menaçante, aussi inquiétant pour les mâles européens que la toute-puissance de l'homme arabe l'est pour les femmes européennes (p. 203).

Ces clichés acquièrent même, au fil du texte, un caractère systématique quelque peu inquiétant. Emmanuel Todd, dans son emballement théorique sur l'âme politique des peuples correspondant à leur structure familiale (théorie inspirée de Le Play, élaborée par lui voici vingt ans et utilisée depuis lors), donne dans une sorte d'essentialisme ou de culturalisme lorsqu'il évoque

l'incapacité des États-Unis à percevoir les Arabes comme des êtres humains en général [laquelle] s'inscrit dans une dynamique de reflux de l'universalisme endogène à la société américaine (p. 139).

Avec ou sans substrat théorique, si un intellectuel américain travaillant, par exemple, sur l'action de la France en Côte d'Ivoire, suggérait que les Français sont incapables de percevoir les

6. C'est l'auteur qui souligne.

## Controverse

Africains comme des êtres humains, il serait traité de francophobe extrémiste ; mais apparemment, lorsqu'il s'agit des États-Unis, ça passe :

L'Amérique dérive vers une croyance renforcée en l'inégalité des hommes, elle croit de moins en moins en l'unité du genre humain (p. 138).

Et puisque dans le livre, tous les ordres de réalité se rejoignent, le recul de l'universalisme américain est manifesté à l'extérieur par le choix d'Israël.

Parce qu'Israël tourne mal, au moment où elle-même tourne mal, l'Amérique approuve son comportement de plus en plus féroce vis-à-vis des Palestiniens [...] Rien n'est plus rassurant, quand on abandonne le camp de la justice, que d'en observer d'autres faisant le mal (p. 139).

À l'inverse, les pays qui sont dans le camp du bien, c'est-à-dire de l'universalisme, sont la France et la Russie, surtout cette dernière « dont le tempérament universaliste manque cruellement à la politique internationale ces temps-ci » (p. 179). Contrairement aux méchants Américains, les Russes « n'ont pas, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle et la conquête de la Sibérie, exterminé leurs Indiens » (*ibid.*), nuance historique que les peuples martyrisés et déportés par Moscou apprécieront.

Ces clichés sont le symptôme d'une information partielle et, ce qui est plus grave, lacunaire. Sur le plan de l'histoire des États-Unis, passons – parce que le péché est répandu – sur la méconnaissance de ce qui précède Pearl Harbor, et qui conduit l'auteur à reprendre le cliché d'une Amérique isolationniste jusqu'en 1941 et innocente de tout « impérialisme territorial à la manière de Rome » (p. 76) – isolationnisme et retenue dans l'impérialisme dont les Indiens d'Amérique, les Mexicains, les Espagnols ou les Philippins ont bénéficié. Mais bien souvent, Emmanuel Todd déclare gravement que telle ou telle information

n'est pas disponible, alors qu'une recherche minimale l'aurait facilement renseigné. C'est le cas pour les pertes américaines sur les différents théâtres d'opération de la Seconde Guerre mondiale que « les statistiques disponibles ne permettent pas de distinguer » (p. 99), du moins d'après l'auteur, car il est en réalité très facile de se les procurer<sup>7</sup>. Autre exemple où Todd cache son manque de sérieux derrière une prétendue absence de sources, lorsqu'il avance que « les données historiques qui ont survécu ne nous permettent pas d'analyser avec précision ni les bénéfices économiques tirés par Athènes de son empire, ni l'effet de ces bénéfices sur la structure sociale de la cité elle-même », ce que les historiens spécialistes de la question ne confirment en rien<sup>8</sup> – mais Todd cite avec autorité un ouvrage... de 1972 (p. 76).

Bref, l'un des problèmes de cet ouvrage, c'est qu'il est, dans le fond, un essai superficiel qui veut se faire passer pour un livre scientifique, mais sans s'en donner les moyens.

## Economy 101

Mais encore plus grave encore que les analyses militaire et géopolitique d'Emmanuel Todd, c'est son analyse économique du déclin américain. Il

7. Outre le recours à Internet, on peut consulter entre autres Micheal Clodfelter, *Warfare and Armed Conflicts: A Statistical Reference to Casualty and Other Figures, 1500-2000*, McFarland & Co, 2002 ; ou tout simplement Jean Delmas, « Le bilan de la guerre », dans Stéphane Courtois (sous la dir. de), *L'État du monde en 1945*, Paris, La Découverte, 1994.

8. Voir le travail classique de Moses Finley, « L'empire athénien, un bilan », dans *Économie et société en Grèce ancienne*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1997, ou encore Olivier Picard, *Guerre et économie dans l'alliance athénienne*, Paris, Sedes, 2000, ou simplement Pierre Briant, Pierre Lévêque et al., *le Monde grec aux temps classiques*, t. 1 : *le V<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, coll. « Nouvelle Clio », 2001.

## Repères

reproche à Zbigniew Brzezinski son manque d'intérêt pour l'économie (p. 18) ; le lecteur, pour sa part, regrette vite que l'auteur s'y intéresse, tant les concepts qu'il utilise sont dépassés ou simplement vides de sens, et tant son raisonnement est spécieux.

Pour Emmanuel Todd, qui a été spécialiste du système soviétique, l'économie c'est le concret, l'industrie ; seule compte la production de biens, et le reste – immobilier, assurance, services financiers, etc. – n'est qu'illusion. Peu importe que les chiffres de l'OCDE indiquent à qui veut les consulter que l'économie américaine a crû de plus d'un tiers (34,2 %) en moins d'une décennie, de 1992 à 2001 (presque le double de la croissance de l'Union européenne et plus du triple de celle du Japon pendant la même période), cela n'empêche pas notre ex-soviétologue de déclarer sans rire que l'économie américaine est en déclin et « fondamentalement improductive », ce qu'est censé prouver l'importation massive de biens de consommation (p. 117). Comme si produire une masse de jouets de mauvaise qualité à bas prix était signe d'avancement économique.

Il s'appuie pour cela sur une mise en cause de la comptabilité nationale américaine. Suivons de près son raisonnement des pages 82-83. Emmanuel Todd part d'une intuition (j'ai toujours douté du dynamisme économique de l'Amérique), poursuit par un appel au doute raisonnable (on nous demande de croire les chiffres du PNB, mais que représentent-ils vraiment ?), introduit un élément factuel, la faillite d'Enron, et son interprétation discutable, « la volatilité de 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires », chiffre cité par la presse dont Todd dit lui-même qu'il est « magique, virtuel, mythique », mais sur lequel il se fonde ensuite très sérieusement pour le rap-

porter au PIB américain (et non au PNB, comme il l'écrit par erreur) : 100 milliards de dollars, c'est 1 % du PIB américain. Vient ensuite la généralisation : la majorité des entreprises américaines falsifient leurs comptes de la sorte, donc le « PNB » américain est « lourdement surestimé » (p. 130).

Bref, Emmanuel Todd voudrait nous faire croire – et peut-être le croit-il lui-même – que ces 100 milliards de dollars n'existaient pas en dehors des documents comptables d'Enron et d'Arthur Andersen, mais qu'ils étaient incorporés dans le PIB américain. Il fait erreur sur les deux tableaux. D'abord, une part des activités d'Enron – production d'électricité, courtage – a été reprise par d'autres entreprises lors de la faillite, et n'a aucune raison de disparaître du PIB. Il y a bien eu destruction de valeur avec la disparition de l'entreprise, notamment de valeur boursière, mais l'activité industrielle de base ne s'est pas « volatilisée », pas plus qu'elle n'était factice. Ensuite, Todd semble croire que la comptabilité nationale agrège simplement les productions déclarées à leurs actionnaires par les entreprises (alors que l'État se fonde sur les déclarations fiscales, qui, elles, calculent au plus juste le chiffre d'affaires et les bénéfices) ; il ignore surtout que le PIB est calculé par plusieurs méthodes, dont l'agrégation des usages (consommation, investissement, exportations...) et l'agrégation des revenus – ces trois agrégats, équivalents en théorie mais rarement en pratique, sont ensuite réconciliés pour obtenir un résultat final qui, dès lors, ne peut être victime de manipulations comptables au seul niveau des entreprises.

Quel chiffre propose-t-il alors pour démontrer l'improductivité de l'économie américaine ? Les importations de biens – la balance commerciale, elle, ne ment pas, et elle est déficitaire :

## Controverse

voilà l'Amérique gloutonne et paresseuse démasquée ! Ce déficit commercial doit donc être considéré comme un « prélèvement impérial », les Américains étant devenus en bloc des « fonctionnaires, improductifs et consommateurs » (p. 89).

On croit rêver. Outre que la productivité horaire américaine est, en gros, comparable à celle du Japon et de l'Europe (où les moins qualifiés, souvent évincés du marché du travail, ne tirent pas les performances vers le bas comme en Amérique), le chiffre qui compte dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est celui de la balance des paiements courants que Todd aborde plus loin sans paraître comprendre ses mécanismes : la consommation américaine « sans contrepartie », dans son esprit, est « bizarre, pour ne pas dire mystérieuse » (p. 104). Or, si les autres acteurs sont prêts à investir des capitaux dans l'économie américaine, couvrant ainsi le déficit enregistré ailleurs, c'est qu'ils y trouvent avantage... parce que cette économie, productive et en forte croissance, rémunère bien leurs investissements. Todd balaie d'un revers de main leur comportement : comme ils n'ont pas lu *Après l'empire*, ces investisseurs n'ont pas compris qu'ils perdaient de l'argent dans une économie improductive, ils continuent « à se soumettre à la vulgate supérieure de notre temps » (p. 110) ; leurs investissements « entrent, littéralement, dans un mirage » (p. 117). Décidément, la réalité est têtue et il faut bien des efforts pour la congédier ! Que ces afflux d'argent financent le déficit courant, c'est certain, mais rien – aucune coercition, aucune violence – n'oblige les acteurs économiques à payer un quelconque « tribut impérial » aux États-Unis. Quant à la quête de sécurité qui pourrait motiver ces flux de capitaux, elle est en pleine contradiction avec le comportement agressif et

déstabilisateur de l'Amérique que décrit Todd dans le reste du livre.

D'ailleurs, lorsque l'économie américaine faiblit (2001-2003), ces investissements déclinent. Résultat : le dollar baisse, les autres monnaies s'apprécient, les taux d'intérêt américains augmentent... rien de « mystérieux » ou d'impérial là-dedans ! Il est parfaitement exact de dire que l'importance et la centralité de l'économie américaine et du dollar apportent des avantages tangibles aux États-Unis. Ainsi, la Chine accepte d'acheter des bons du trésor américain car elle ne veut pas voir le yuan s'apprécier au détriment du dollar, ce qui freinerait ses exportations. Plus généralement, l'Amérique peut s'autoriser des déséquilibres beaucoup plus importants que les autres pays. Mais au lieu d'analyser ces mécanismes sérieusement, avec les concepts économiques appropriés et non ceux des années 1950, Todd nous sert des théories attrape-tout et intemporelles sur la « prédation » visant à impressionner le néophyte.

### *La bonne santé du déclin américain*

Ce qu'il y a de bien avec les théories du déclin, c'est qu'à long terme ou très long terme, elles finissent toujours par se vérifier ; et toute puissance, de l'Égypte de Toutankhamon à l'Europe de Paul Valéry, connaît régulièrement ses prophètes du déclin (à l'automne 2003, c'était au tour de la France). On peut remarquer que, souvent, il s'agit davantage de théories de la décadence – des mœurs, des vertus du travail et de l'effort, du patriotisme, etc. – que de théories du déclin, lesquelles supposent au minimum une objectivité numérique, et l'on sait que la meilleure littérature romaine de la décadence et de la décomposition intérieure a été

## Repères

écrite dans les phases de grandeur de l'empire (Pétrone, Juvénal, etc.). Pour les États-Unis, on se souvient encore assez bien de la vague lancée par Paul Kennedy en 1987 sur le thème de la « surextension impériale », inspiré par ses travaux sur le modèle britannique – vague instrumentalisée à des fins électorales par les politiciens des deux bords, et surtout les démocrates attaquant les déficits reaganiens. Cette phase était également liée à la montée en puissance du Japon et du Pacifique en général : il suffit pour s'en souvenir de relire l'ouvrage de Jacques Attali, *Lignes d'horizon*<sup>9</sup>, qui prédit l'inéluctable effacement de l'Amérique au profit du Japon, au seuil d'une décennie marquée par la plus forte croissance américaine et le plus grand marasme japonais depuis des lustres.

On se souvient moins des phases « déclinistes » américaines précédentes : celle du début des années 1950 à partir des victoires du communisme en Asie et en Europe, exploitées par les républicains ; celle qui suit le lancement du Spoutnik (1957) et la vaste introspection sur le retard technologique et la médiocrité du système éducatif américains, exploités par les démocrates ; et les trois petites poussées de déclinisme liées à la guerre du Vietnam et à la contestation (1968), aux difficultés économiques et au Watergate (1974) et à la nouvelle guerre froide assaisonnée de stagflation (1980), cette dernière étant instrumentalisée par Reagan pendant sa campagne (*"America is back"*). Plus généralement, avec un minimum de mauvaise foi, on peut faire un livre très décent sur le déclin américain à n'importe quel moment de l'histoire du XX<sup>e</sup> ou du XXI<sup>e</sup> siècle, simplement en voya-

9. Jacques Attali, *Lignes d'horizon*, Paris, Fayard, 1990.

geant aux États-Unis et en s'indignant sur l'état des aéroports (JFK à New York), des écoles publiques ou des routes : comme le faisait remarquer John K. Galbraith dès 1958 (*The Affluent Society*), l'Amérique se singularise, parmi les pays riches, par une richesse privée et une pauvreté publique, c'est-à-dire une sorte d'avarice pour les dépenses collectives (enseignement public, équipements, transports en commun, etc.) – mais cela ne veut pas dire qu'elle est pauvre ou en déclin.

En fait, le déclin est infiniment plus intéressant à étudier *ex post* qu'à prophétiser. Un bon cas d'étude est le déclin qui frappe la qualité des ouvrages d'Emmanuel Todd. Relire *la Chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*<sup>10</sup> reste un émerveillement, tant l'ouvrage est solide et clairvoyant ; relire ses livres des années 1980 sur les structures familiales et leur interaction avec l'idéologie ou l'assimilation des immigrés<sup>11</sup> reste plutôt stimulant, même si le systématisme peut déranger ; relire *l'Illusion économique*<sup>12</sup> est assez navrant ; et lire *Après l'empire* lorsque l'on reprend, d'une autre main, *la Chute finale* est franchement déprimant, tant les clichés le disputent à l'ignorance.

### ***La mauvaise critique chasse la bonne***

On ne sait ce qui choque le plus, de la production d'une analyse aussi biaisée des États-Unis ou de l'accueil généralement positif que le milieu français lui a réservé. Emmanuel Todd, qui a vendu 160 000 exemplaires de ce

10. E. Todd, *la Chute finale...*, *op. cit.*

11. *Id.*, *le Destin des immigrés*, Paris, Le Seuil, 1994.

12. *Id.*, *l'Illusion économique*, Paris, Gallimard, 1997 et 1999.

## Controverse

livre, donne des repères erronés, pose les mauvaises questions et n'offre aucune bonne réponse aux vraies questions qui se posent au sujet de l'Amérique ; en un mot : il appauvrit le débat. Son ignorance des dynamiques politiques internes aux États-Unis et sa préférence pour des clichés anthropologiques vaguement psychologisants et pour des contresens économiques forment un voile qui masque les vrais enjeux internationaux de l'évolution des États-Unis – c'est le même reproche qu'on peut faire à ses concepts clinquants comme la « prédation », le « micromilitarisme théâtral », etc.

Les vraies questions qui se posent aujourd'hui au sujet des États-Unis dans la sphère internationale, certes en simplifiant à l'excès, tourment autour des sources de l'unilatéralisme. Dans quelle mesure le 11 septembre a-t-il confirmé ou précipité des tendances latentes de l'Amérique à agir seule et de façon musclée, même dans des cas où d'autres modes d'action seraient plus efficaces ? Dans quelle mesure cette militarisation de l'action extérieure s'explique-t-elle par les investissements consentis dans l'édification d'un outil militaire unique dans l'histoire ? Quelles sont les tensions qui existent entre les nécessités du maintien de l'ordre mondial et les exigences normatives, particulièrement mises en avant par l'Europe, mais qui existent aussi aux États-Unis ? Quels sont les effets de la nouvelle répartition mondiale de la puissance (dialectique de l'unipolarité et de la diffusion) sur la conduite de l'Amérique ? Quel est l'impact du 11 septembre sur la société politique américaine, dans quelle mesure les attentats ont-ils altéré le modèle pluraliste des « freins et contrepoids », des stabilisateurs automatiques qui faisaient (ou font) des États-Unis un pays cyclique, donc plutôt facile à comprendre ? L'expédition

d'Irak est-elle une exception, ou bien la préfiguration d'un interventionnisme régulier ? Une partie de l'Europe s'est opposée à l'intervention en Irak, mais jusqu'où l'Europe partage-t-elle des intérêts et des idéaux avec l'Amérique, et agit-elle sur le terrain avec elle (Afghanistan, Afrique, Balkans, Iran, lutte contre les réseaux terroristes...)?

Mais, bien sûr, toutes ces questions exigeraient une étude approfondie, prendraient du temps à étudier et feraient un livre plus complexe et moins schématique, qui se vendrait d'autant moins bien qu'il relativiserait forcément les clichés antiaméricains qu'affectionne le public français – à cet égard, Todd ne s'y est pas trompé.

Le résultat, c'est que la mauvaise critique chasse la bonne. En effet, il ne s'agit nullement d'inverser les termes de l'analyse et d'affirmer la grandeur et la moralité de tout ce qui se rapporte aux États-Unis, comme le fait par exemple Jean-François Revel dans son ouvrage *l'Obsession antiaméricaine*, paru bizarrement au même moment que celui d'Emmanuel Todd, comme s'il fallait nécessairement servir au public français une alternative antiaméricanisme/proaméricanisme.

### *Bien, mal : l'Amérique unidimensionnelle*

Certes, le livre de Revel est beaucoup moins fantaisiste que celui de Todd, mais son style de polémiste le conduit trop souvent à utiliser les mêmes armes que les antiaméricains, au détriment de la quête d'objectivité et de la solidité du propos : exagérations, vision historique sélective, mauvais procès, amalgames, etc. Parce que l'ambition de l'ouvrage se limite à marquer des points contre les antiaméricains, certes avec une plume brillante, Revel se place sur le même terrain

## Repères

qu'eux au lieu d'élever le débat, de sorte que *l'Obsession antiaméricaine* trouve simplement sa place sur l'autre plateau de la balance, en inversant les termes de l'analyse, mais sans gagner en profondeur ou en complexité.

Un seul exemple : dans le dossier israélo-palestinien, Revel reproche aux Européens tout à la fois, de s'en mêler et d'apporter leur grain de sel en jouant les mouches du coche, et de ne pas s'en mêler et de laisser faire les États-Unis (p. 259-261). Ce reproche "*damned if they do, damned if they don't*" est le miroir exact de la critique que les anti-américains adressent à Washington sur le même dossier – critique que décrit Revel lui-même page 261 – et sur bien d'autres encore, tels que l'intervention militaire : si elle n'intervient pas, l'Amérique est isolationniste et indifférente aux souffrances du monde alors qu'elle pourrait agir ; si elle intervient, elle est impérialiste – bref, elle a toujours tort. Revel se gausse des Européens qui émettent des doutes sur le tournant politique de Bush du printemps 2002, lorsque celui-ci exige d'Ariel Sharon qu'il retire ses troupes des villes de Cisjordanie :

Nous proclamâmes aussitôt que leurs exigences seraient vaines et que serait inutile le voyage projeté du secrétaire d'État Colin Powell au Proche-Orient (p. 260).

Mais le fait est que ce doute fut pleinement justifié, et qu'à cette occasion la diplomatie américaine se prit les pieds dans le tapis.

Par surcroît, l'Amérique que Revel défend sans nuance est bien particulière : ce n'est pas celle des centristes, du *mainstream*, c'est celle des républicains conservateurs et néoconservateurs. Ainsi, l'analyse qu'il propose de l'affaire Lewinsky serait désavouée par des Américains d'obédience démocrate, et même par des républicains

centristes. Revel accuse les Européens de créer un mythe selon lequel

les républicains auraient orchestré la campagne visant à la déposition du président parce qu'ils se considéraient comme en quelque sorte propriétaires de la Maison-Blanche et ne se résignaient pas à y avoir été supplantés par un démocrate (p. 274).

Or, non seulement cette odieuse hypothèse antiaméricaine trouve son origine aux États-Unis mêmes, dans les rangs démocrates, mais c'est une description exacte sur le plan historique de l'affaire Lewinsky et de ses origines. Les mémoires sur les réactions républicaines à la défaite de 1992 en témoignent : le sentiment était précisément celui d'une profonde illégitimité de Clinton après douze années d'Exécutif républicain. Ce jeune gouverneur inexpérimenté ne pouvait pas avoir vaincu le vainqueur de la guerre du Golfe. Quant au « complot », il est avéré : il n'est que de lire les témoignages de David Brock ou Sydney Blumenthal<sup>13</sup> qui montrent comment certains conservateurs, financés entre autres par Richard Mellon Scaife, fouillaient sans relâche la vie privée du couple présidentiel pour trouver un moyen de se débarrasser de ce "*come-back kid*" de Clinton (ses frasques, les affaires Whitewater, Travelgate, Filegate, etc.), et ce dès 1991. Rien de machiavélique là-dedans, c'est de la politique sale et efficace – et personne n'ira prétendre que les démocrates n'ont pas exploité au maximum (à défaut d'avoir, comme l'ont fait les républicains dans l'affaire Lewinsky, tendu un piège au président pour transformer un écart de conduite privée en mensonge public) les infractions, beaucoup plus graves sur le fond, de

13. David Brock, *Blinded by the Right: The Conscience of an Ex-Conservative*, Crown, 2002 ; Sydney Blumenthal, *The Clinton Wars*, Farrar, Straus & Giroux, 2003.

## Controverse

Richard Nixon (Watergate) et Ronald Reagan (Iran-Contragate).

Pire, si pour les anti-américains tout ce qui vient des États-Unis est forcément négatif, pour Revel toute critique des États-Unis est nécessairement anti-américaine : deux façons d'empêcher l'analyse avant même qu'elle se déploie, et donc de ramener le discours sur l'Amérique à l'alternative bien/mal. La phrase la plus troublante à cet égard se trouve page 247, dans un paragraphe paradoxalement consacré à la distinction entre critique des États-Unis et anti-américanisme :

La véritable critique de l'Amérique, la seule utile, parce que précise, judicieuse et motivée ne se trouve guère... qu'en Amérique même.

Tout est dit : on peut rentrer chez soi, quoi qu'on dise en Europe sur les États-Unis, on sera anti-américain. C'est du reste intrinsèquement contradictoire, dans la mesure où les critiques sont souvent les mêmes ici et là-bas. Par exemple, les mises en garde de l'ACLU ou du Sierra Club sont identiques à celles de la Ligue des droits de l'homme ou de Greenpeace... simplement, selon Revel, les premières sont légitimes, puisque américaines, les secondes illégitimes car anti-américaines puisque européennes (de même, le seul « écologisme sincère » est comme par hasard... américain, p. 55). Et Revel a beau protester, toutes les dix à vingt pages, que la critique des États-Unis est légitime, il en réduit tellement le champ qu'à moins de s'aligner avec

l'orthodoxie républicaine, on succombe au péché d'anti-américanisme. Lui-même ne critique Washington que sur des sujets indéfendables, comme les mesures protectionnistes sur l'acier du printemps 2001, et prive le lecteur d'une analyse plus profonde des États-Unis, une analyse qui ne se résume pas à la critique ou à l'éloge, mais entre véritablement dans la complexité des réalités américaines.

On le voit, ce n'est pas de ce côté qu'on trouvera le matériau pour nous éclairer sur les rapports entre les États-Unis et le monde. Il devrait pourtant être possible, surtout en France, de parler des États-Unis sans tomber dans un discours unidimensionnel qui essentialise l'Amérique et la réduit à l'alternative bien/mal. De plus en plus, penser l'Amérique, c'est penser le monde, et chaque cliché sur l'Amérique, qu'il soit positif ou négatif, appauvrit notre compréhension du monde. Bref, il est vraiment temps d'établir sur les États-Unis un discours critique qui ne soit ni anti-américain, ni pro-américain ; il est vraiment temps de désidéologiser notre approche de l'Amérique. Ni Todd, ni Revel...

Justin Vaïsse\*

\* Historien spécialiste des États-Unis, chargé de mission au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères. Il a notamment publié *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, avec Pierre Hassner (Paris, Autrement/CERI, 2003) et *L'Empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, avec Pierre Melandri (Paris, Odile Jacob, 2001). Il s'exprime ici à titre personnel.